

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LES SYNDICATS DIVISENT LES OUVRIERS

Les feux syndicaux de la « journée d'action » du 10 octobre dans la Fonction publique (voir « RI » n° 250) étaient encore chauds que toute la bourgeoisie, gouvernement, partis de gauche et syndicats, mettaient en branle l'énorme campagne sur la Sécurité sociale, cherchant sans répit à entraîner les prolétaires dans la démoralisation et la désorientation. Accéléralent même le pas, l'ensemble des forces bourgeoises cherchent ainsi à cerner de toutes parts les prolétaires, à les épuiser, se partageant les tâches avec une complémentarité sans faille ; d'un côté, un gouvernement bien décidé à frapper violemment la classe ouvrière ; de l'autre, des syndicats et des partis de gauche bien « décidés » à faire passer ces attaques, et pour cela à mettre en oeuvre contre les ouvriers toute une série de manoeuvres, de chausse-trapes et de pièges sophistiqués.

La journée du 10 octobre, et sa préparation, avaient été une véritable opération publicitaire pour renforcer le contrôle syndical, tout en alimentant sournoisement une division entre secteur public et secteur privé, initiant par son « succès » la stratégie de désorientation au sein de la classe ouvrière. La journée du 14 novembre, sa préparation, et toute l'« ambiance sociale » entretenue par les syndicats et les partis de gauche, PC aux premières loges, en sont la continuation, toute comme la préparation des jour-

nées du 24 et du 28 novembre, qui vont relancer avec force l'opération de division entre travailleurs du public et travailleurs du privé.

Derrière l'agitation syndicale, une manoeuvre de division de la classe ouvrière

Ainsi, on a eu droit à la multiplication, les semaines précédant la journée du 14, de grèves, de débrayages et de journées d'action dans de nombreux secteurs importants, sur des re-

vendications hyper-corporatistes, usinistes au possible, dispersant à fond l'ensemble des prolétaires, cherchant à les épuiser par petits paquets en se servant de la montée de la colère existante. La grève à la SNCF du 24 octobre, avait donné le ton de cette fausse combativité des syndicats qui s'attachaient à opérer un travail de sape dans les entreprises. Il en était ainsi des nombreuses grèves à répétition dans les Postes, à Air France et Air Inter, chez les contrôleurs aériens, dans l'Aérospatiale, à France Telecom, chez Renault, dans les mines, les Caisses d'allocations familiales, etc, chacun son tour et chacun dans son coin, donnant l'illusion d'une grande effervescence sociale sous la houlette syndicale, et exhibant des syndicats sur tous les fronts pour « défendre » les travailleurs.

Puis, ces ennemis de la classe ouvrière mettaient en avant, derrière le mot d'ordre soi-disant unificateur de la « défense de la Sécu », des revendications sectorielles ou ultra-spécifiques à telle ou telle catégorie, en-

fermant et cloisonnant les ouvriers dans leurs différentes conditions de chômeurs, de retraités ou d'actifs, de parents, de jeunes, etc.

Et sous prétexte que les ouvriers du secteur public avaient déjà eu « leur » manifestation le 10 octobre, ils ne les appelaient pas à faire grève le 14 novembre, mais le 24, appuyant ainsi le clivage déjà opéré entre ces derniers et ceux du privé. Et afin de boucher encore mieux toute perspective ouvrière, ils n'appelaient pas à faire grève le 14, laissant soi-disant l'« initiative » aux unions locales et régionales pour « décider » des débrayages et des rassemblements et manifestations, brisant sur place toute expression véritablement ouvrière. Ainsi, à EDF, à la SNCF, à la Météo à Toulouse, la CGT invoquait des AG souveraines, mais pour mieux casser toute réelle initiative des travailleurs. Et elle se payait le luxe d'appeler à « se rassembler dans les entreprises et les quartiers, et décider des actions avec vos collègues, vos amis, votre famille (!) » et à « décider démocratiquement des arrêts de travail

le 14 ». Derrière ce démocratisme à tous crins pour la galerie, les syndicats ont cherché en fait à créer un vide qui leur a permis de se poser comme les seuls capables d'organiser la protestation contre la « réforme Juppé », tout en semant un sentiment de désarroi dans la classe ouvrière dont la seule perspective était de se ranger derrière les consignes et les bannières syndicales.

Et de manière à parfaire ce travail de sape, les syndicats n'appelaient en revanche à faire grève que dans les transports, à la SNCF, à la RATP, et chez les agents de conduite, répétant la manoeuvre du 10 octobre qui a consisté à contraindre les ouvriers qui voulaient aller manifester à le faire avec les transports syndicaux !

Une attaque idéologique d'ampleur contre l'unité ouvrière

En même temps qu'ils prétendaient faire du 14 novembre, comme le criait l'« Humanité », un « temps fort de la mobilisation pour la défense de la Sécurité sociale », les syndicats se sont aussi attachés à miner le plus profondément possible la réflexion des ouvriers, et, en focalisant à fond sur la question de la Sécu, à empêcher toute prise de conscience sur le fait que l'attaque sur la Sécurité sociale fait partie d'une attaque bien plus vaste et bien plus féroce encore contre toute la classe ouvrière.

Parallèlement, tout un battage était mis en place, comme avant le 10 octobre, sur la question de savoir si les syndicats seraient « unis », s'ils arriveraient à « dépasser leurs désaccords » et leurs prérogatives de chapelle, afin d'« opposer une véritable riposte unitaire et massive » au gouvernement. Ils ont même encore plus fortement renforcé ce battage, avec la

(SUITE PAGE 4)

(SUITE PAGE 2)

ELECTIONS EN ALGERIE

Les grandes puissances entretiennent la terreur

En quatre ans, les affrontements entre les islamistes intégristes fanatisés et les forces de répression de l'Etat auront déjà fait officiellement plus de 50 000 morts en Algérie. Depuis plusieurs mois, le climat de terreur permanente s'est intensifié au rythme de 30 assassinats par jour. C'est un pays mis à feu et à sang qui s'enfoncé chaque jour davantage dans le chaos et vers la guerre civile. L'armée pourtant au pouvoir est incapable de contrôler le pays et le gouvernement a entrepris d'armer 40 000 hommes en tant que « milices d'autodéfense ». Les ouvriers comme toute la population sont transformés en otages impuissants de la lutte à mort à laquelle se livrent les cliques et factions rivales de la bourgeoisie algérienne. Mais cette tragédie et son cortège d'horreurs, de souffrances, de peurs au ventre ne doit rien à une quelconque fatalité. Comme pour la guerre dans l'ex-Yougoslavie et comme pour tous les conflits actuels dans le monde, on ne peut comprendre une telle situation sans y voir l'expression des rivalités et des affrontements entre les grandes puissances impérialistes. Ce sont elles

les véritables responsables qui exploitent et attisent ce déchaînement de barbarie.

En se référant à ces derniers mois, la situation a été polarisée par deux éléments majeurs : « l'exportation » des attentats terroristes des groupes islamistes armés sur le sol français depuis l'été dernier et les élections présidentielles cet automne, à l'initiative du général Zéroual, présentées comme les « premières élections libres » du genre depuis la proclamation de l'indépendance en 1962. Que signifient ces événements ?

Le terrorisme, une arme utilisée dans la lutte entre grandes puissances

Depuis le début des années 90 et la disparition des blocs impérialistes, la France est confrontée aux tentatives d'autres grandes puissances, et en particulier à celles des Etats-Unis qui cherchent à la déloger de ses chasses gardées sur le continent africain et dans le Maghreb en particulier.

Alors que la France n'a cessé de soutenir en Algérie le régime issu du coup d'Etat de janvier 92, les Etats-Unis jouent la carte de la déstabilisation de ce pays sur plusieurs tableaux. Ils assurent un soutien financier au FIS, par l'intermédiaire de sa fidèle alliée, l'Arabie Saoudite. Ce sont eux qui ont patronné la coalition en janvier 1995 des forces de l'opposition autour de la plateforme de San'Egidio à Rome, regroupant le FIS, le FLN et les principaux partis dits « démocratiques ». Mais le soutien politique le plus net est révélé par le fait que le territoire américain abrite et sert de refuge aux principaux leaders islamistes algériens, liés au FIS aussi bien qu'au GIA. Alors que l'utilisation des méthodes terroristes était naguère l'apanage des pays situés à la périphérie du capitalisme, trop faibles pour faire valoir leurs intérêts par d'autres moyens face aux grandes puissances, le recours et le soutien à des fractions terroristes est aujourd'hui un moyen de plus en plus systématiquement employé par les plus grandes puissances pour déstabiliser et contrer l'influence d'une autre grande puissance

sur une partie du monde. Tout porte à croire que la récente vague d'attentats en France a été commanditée, téléguidée et manipulée par ceux qui ont le plus d'intérêt à porter les problèmes sur le sol français, notamment la bourgeoisie américaine. Il s'agit pour celle-ci de démontrer l'incompétence de son homologue française et de ridiculiser ses prétentions : celles d'un grand Etat

Sommaire

FRANCE

La bourgeoisie fait payer la crise au prolétariat p. 2
Les "acquis" de la sécurité sociale : un mythe bien entretenu p. 2
Vigipirate : droite et gauche blindent l'Etat p. 3
La contribution de "Lutte Ouvrière" à l'union sacrée p. 3

CONFLITS IMPERIALISTES

La guerre de tous contre tous se développe p. 4
"Paix" en Bosnie : un moment de l'affrontement entre les grands p. 5
Assassinat de Rabin : la bourgeoisie sacrifie l'un des siens p. 5

VIE DE L'ORGANISATION :

Salut à la nouvelle section du CCI en Suisse p. 6

LA BOURGEOISIE CHERCHE ENCORE UNE FOIS À ENTERRER MARX

Le capitalisme n'a pas de solution à sa crise p. 8

La bourgeoisie fait payer la crise au prolétariat

Après une savante dramatisation du genre « vous allez voir ce que vous allez voir » du gouvernement Juppé II, et le ballet orchestré entre syndicats raisonnables (CFDT et CFTC) et irréductibles (CGT et FO), c'est une avalanche d'attaques frontales et généralisées qui s'abat sur le prolétariat. L'extrême violence des mesures d'austérité prises par l'Etat au nom de la « maîtrise des déficits » et de la « réduction de la fracture sociale » est sans précédent depuis la fin de la dernière guerre. Tous les ouvriers, avec ou sans travail, précarisés ou retraités, sur tous les aspects de leurs conditions de vie, de travail sont touchés de plein fouet : non seulement le chômage massif s'est définitivement installé au cœur de la société, la précarité du travail devenue de plus en plus la norme, non seule-

ment les salaires baissent et les cadences augmentent, mais dorénavant ce sont les fondations mêmes de ce qu'on a appelé l'« Etat Providence » qui sont en cours de démantèlement total.

Mais ce qui résume encore au plus haut point la marche accélérée vers la paupérisation absolue du prolétariat, c'est le rançonnement des prestations-santé sous couvert de « réforme » de la Sécurité Sociale pour combler son fameux trou (60 milliards de déficit rien que pour 1995). C'est encore et toujours la classe ouvrière qui va faire les frais de ce « plan de sauvetage » d'un rouage de l'Etat capitaliste : outre la CSG bis (Contribution au remboursement des dettes au taux de 0,5%) instaurée pour treize ans, hausse des cotisations vieillesse et des cotisations

maladies des retraités, contribution de cinq francs sur chaque ordonnance médicale, institution obligatoire du livret médical pour mieux fliquer les prolétaires, allongement à 40 ans au lieu de 37 ans et demi des cotisations retraites des fonctionnaires, ces « privilégiés » ! Les allocations familiales seront gelées pour 1996, puis imposables à partir de 1997 ! On donne d'une main ce qu'on reprend de l'autre... Et pour couronner le tout, augmentation de 27% du forfait hospitalier qui passe de 55 à 70 francs, ainsi que la suppression du ticket modérateur pour tous ceux, notamment les chômeurs et les plus démunis, qui sont privés de mutuelle complémentaire !

La classe dominante, avec le retour de la droite au pouvoir et celui du PS dans l'opposition, a les mains libres pour

cogner et lancer une offensive d'une brutalité sans nom. PS, PCF, gauchistes, syndicats peuvent à présent s'indigner à loisir de la remise en cause de ces prétendus « acquis sociaux ». Quel beau chœur de putains respectueuses en vérité ! Faut-il rappeler que la droite actuelle ne fait que reprendre les excellentes leçons apprises de cette gauche et de ses treize ans de gouvernement « socialiste ». En effet, qui, sinon le gouvernement Rocard, a institué la CSG - sous le vacarme assourdissant à l'époque autour de la profanation du cimetière de Carpentras attribuée aux lepénistes ; cet impôt « provisoire » est à présent « jumelé » avec la Contribution au remboursement des dettes (CRD). Le PCF peut bien vociférer lui aussi contre l'augmentation du forfait hospitalier. Le PCF veut nous faire oublier qu'il collabora de 1981 à 1984 aux gouvernements « socialistes » anti-ouvriers, que c'est Ralite, alors ministre de la Santé, qui a créé le forfait journalier hospitalier payable par tous.

Tous ces chiens de garde du capital, gauche et gauchistes, peuvent désormais montrer les crocs et hurler à la défense des « acquis sociaux », les ouvriers eux ne doivent pas se faire d'illusions, la droite ne fait que poursuivre la politique d'austérité déjà mise

en oeuvre par la gauche. Se faire « mobiliser » ou balader par elle, ses syndicats et ses taupes gauchistes, c'est se laisser désarmer pour les luttes d'ampleur du futur. Tous les débats-bidon et autres diatribes mystificatrices sont une couverture idéologique à la généralisation de l'incertitude du lendemain. Les « acquis sociaux » d'après 1945, dont la Sécurité sociale représente le « modèle-type » de gauche, n'ont jamais été un cadeau généreusement offert par la bourgeoisie aux ouvriers, ni le résultat d'après luttes de la classe comme c'était le cas des réformes du siècle passé (voir notre article ci-contre).

Alors bien sûr, le choix n'est ni à la passivité, ni au renoncement face au feu roulant des attaques contre notre niveau de vie. Nous devons nous défendre bec et ongles contre toute diminution du salaire indirect, mais pas sous la forme de la défense des « acquis sociaux ». Nous ne devons pas supplier l'Etat de continuer à nous « protéger ». Nous devons nous battre en imposant nos propres moyens d'action contre les diverses attaques économiques de l'Etat bourgeois, par la lutte contre lui et ses syndicats, en avançant et défendant nos propres revendications unificatrices.

SB

LES "ACQUIS" DE LA SECURITÉ SOCIALE

Un mythe bien entretenu

La Sécurité sociale n'est ni « une conquête ouvrière », ni le « cadeau » d'un Etat particulièrement « généreux ». En réalité, cette structure vise exclusivement à entretenir la force de travail et à fliquer les salariés.

Pendant le XIX^{ème} siècle, le développement des secours mutuels est étroitement lié à celui des syndicats. Et c'est d'abord au prix de luttes acharnées que le prolétariat va tenter d'obtenir des réformes durables.

A partir de la fin du XIX^{ème} siècle, l'emprise totalitaire de l'Etat sur la vie sociale conduit progressivement à ce que ce dernier ait, de plus en plus la mainmise sur tout ce qui concerne les assurances ouvrières.

La Sécurité sociale : une mesure capitaliste d'Etat

Dans le cadre du capitalisme décadent, où les réformes durables sont devenues impossibles, les syndicats, transformés depuis la première guerre mondiale en organes de l'Etat capitaliste, prennent en charge la gestion des institutions sociales gouvernementales. C'est pendant les années 30, les années de dépression et de chômage massif, que l'Etat, en France en particulier, va légiférer et prendre définitivement en charge tout ce qui se rapporte à la « protection sociale » pour « faire accepter l'ordre des choses » en désarmant le socialisme (Bismarck) ; cette vieille sollicitude de la bourgeoisie avait pour but, à l'ère du taylorisme, de permettre très prosaïquement la récupération de la force de travail.

Ainsi, cette sollicitude sociale, sous l'emprise de l'Etat, va se développer dans un contexte de contre-révolution, de défaite et de desarroi de la classe ouvrière. Aux Etats-Unis, sous la présidence de Roosevelt, est établi la Social Security dans le cadre du New Deal. Dans la France du Front Populaire, dans l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste ou dans la Russie stalinienne, ont été institutionnalisés la « protection sociale » et plus particulièrement des « prestations familiales ». Le sens de

toutes ces mesures « protectrices » et « humanistes » apparaît dans tout son cynisme. Il s'agit pour la bourgeoisie de donner l'illusion aux ouvriers qu'il existerait une garantie contre la maladie et la vieillesse en régime capitaliste. Ce n'est pas un hasard si c'est dans les années 30, au milieu de la grande crise économique, avec une nouvelle guerre mondiale en perspective, que le système étatique de la « Sécurité sociale » a été mis en avant.

Ceci fut aussi vrai dans les pays « démocratiques » que dans les pays fascistes ou dans la Russie stalinienne. C'est en pleine guerre, en Grande-Bretagne, qu'est développé en 1942 la « théorie » d'une Sécurité sociale pour toute la population. Pendant que la population est un train de subir la barbarie la plus sanglante de l'histoire, la bourgeoisie met en place une « protection sociale généralisée » dans la perspective d'un retour à la paix « dans l'ordre social » l'après-guerre.

Un entretien de la force de travail et un fliquage des ouvriers

Ce cynisme d'une classe qui prétend « protéger » la population après l'avoir engagée dans une barbarie indicible, avait un objectif : garantir la paix sociale d'après-guerre et surexploiter le prolétariat. La reconstruction va exiger des sacrifices sans nom et une quantité considérable d'accidents du travail. L'instauration de la « Sécurité sociale » a été préparée en France à la veille de la Libération par le Conseil national de la résistance dont le programme prétendait débarrasser les travailleurs de « l'incertitude du lendemain » mais en vérité restaurer l'Etat capitaliste dans l'ordre.

Ce système de protection sociale, présenté comme « socialiste » par la SFIO et les staliens, présentait également un autre avantage : celui de collecter et fournir une mine de renseignements afin d'avoir un contrôle effectif sur chaque individu. Chaque dossier, chaque mise en carte ou formulaire, devient insidieusement une arme précieuse aux mains de la bour-

geoisie, plus raffiné que le livret de travail au XIX^{ème} siècle. La sécurité sociale est donc, avant tout, le produit d'un réel renforcement de l'emprise totalitaire de l'Etat sur la vie économique et sociale. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la bourgeoisie a fait le nécessaire pour renforcer les syndicats au travers des commissions paritaires, de sorte qu'ils apparaissent aux yeux des ouvriers comme les défenseurs de leurs intérêts. De plus, la sécurité sociale qu'on nous présente comme un pot commun financé à la fois par l'Etat, le patronat et les travailleurs est un mensonge pur et simple. Le fonctionnement de la « sécurité sociale » dépend dur prélèvement sur le salaire de la classe ouvrière, qui est ponctionné par l'Etat et ses syndicats. En réalité, les ouvriers paient trois fois :

- directement par leur propre cotisation;
- indirectement par l'Etat via l'impôt et par la « cotisation patronale », ponction que les capitalistes opèrent sur le salaire. Avec la présence des syndicats, on veut faire croire aux salariés qu'ils seraient « des gestionnaires » de leur propres cotisations. En fait, l'Administration de la « Sécu » va devenir une nouvelle plateforme du pouvoir syndical au sein de l'Etat capitaliste, que les différentes cliques vont se disputer.

Ainsi, la faillite de la Sécu dévoile aujourd'hui le mythe de l'Etat « providence ». Avec le développement de la crise économique, il ne peut que montrer de plus en plus ouvertement son vrai visage : un impôt social modernisé, ponctionné sur le dos des ouvriers mais géré par les valets de l'Etat bourgeois. La crise de la « Sécurité Sociale » révèle que c'est bien le capitalisme qui est gravement malade. De même qu'il jette des millions d'êtres humains à la rue, ce système sénile s'avère incapable de soigner ceux qu'il exploite.

La faillite de la Sécurité sociale est une des expressions les plus flagrantes de la crise historique du système capitaliste.

PW

Les syndicats divisent les ouvriers

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

préparation de la journée du 24, où c'est FO qui fait semblant de jouer cavalier seul, tandis qu'auparavant c'est la CFDT qui avait pris ce rôle.

Mais c'est en effet tous unis, d'une seule voix, que les syndicats et la gauche, ont encore basé leurs appels à la mobilisation contre le « hold-up sur la Sécu » sur la propagande insidieuse « que ne soient pas que les petits qui paient ». On pouvait ainsi entendre Viannet déclarer à la manifestation parisienne du 14 : « C'est toujours aux mêmes qu'on demande des sacrifices. Ca, ça ne peut plus durer. » Car voilà le véritable message de fond adressé aux ouvriers derrière ces discours égalitaristes à tous crins : « De toute façon, vous, vous êtes battus, vous allez payer, que d'autres paient ou non ! ».

Le « mouvement » étudiant : un poison anti-ouvrier

Mais cette opération de désorientation de la classe ouvrière a été parachèvement par la mise en scène des luttes étudiantes, projetées de plus en plus au devant de l'actualité sociale.

En premier lieu, il s'agit de faire croire à un grand mouvement social, à la montée d'un mécontentement et d'une combativité générale, à renforcer l'impression que veulent donner les syndicats d'une véritable ébullition sociale, dans lesquels les luttes étudiantes viendraient « rencontrer » les luttes soi-disant ouvrières de ces derniers mois. Ainsi, il s'agit de noyer la classe ouvrière dans ce « grand mouvement populaire », de la faire disparaître, elle et ses propres intérêts de classe, au milieu du « peuple », de la fondre dans l'interclassisme le plus

profond possible. Mais encore, la prétendue montée des luttes étudiantes, leur prétendue « combativité », en pleine période d'agitation syndicale, dans un moment où la classe ouvrière est assourdie, encadrée de toutes parts et sans réaction notable par les syndicats, ne peuvent que provoquer et instiller au sein des rangs ouvriers un sentiment profond de démoralisation et d'impuissance, face à ces étudiants « qui en veulent ». Il s'agit enfin de reléguer la classe ouvrière à l'arrière-plan des luttes sociales, de la mettre à la traîne des jeunes qui, eux, « se battent ».

La série de manœuvres auxquelles les ouvriers ont à faire face aujourd'hui est d'une rare sophistication, et à la mesure des attaques gouvernementales d'une ampleur et d'une violence inouïes. Les travailleurs ne doivent pas se laisser entraîner derrière les syndicats dont les manœuvres visent à miner le terrain de la lutte afin de laisser les mains libres au gouvernement pour asséner des attaques toujours plus violentes.

Les ouvriers doivent comprendre la nécessité d'une riposte générale, et en vue de celle-ci, la nécessité de ne surtout, moins que jamais, disperser et gaspiller leur force dans les pièges syndicaux. Au contraire, plus que jamais, il faut préserver les énergies, les rassembler, discuter, et ne pas se perdre derrière les mots d'ordre et les revendications que les syndicats mettent en avant afin de mieux pourrir les conditions dans lesquelles les ouvriers vont repartir au combat, et de mieux gangréner leur conscience et leur unité.

KW (17 novembre)

VIGIPIRATE

Droite et gauche blindent l'Etat

«L'armée française s'équipe pour les combats de rue», «l'infanterie française expérimente le combat de rue», «étant donné le taux d'urbanisation dans les pays, les combats à venir risquent d'être de plus en plus souvent des guérillas urbaines». Toutes ces citations extraites d'un article publié dans le journal «Le Monde» du 2/11/95 sont très claires : la bourgeoisie fait tout pour impressionner la classe ouvrière, tout en se préparant pour les inévitables affrontements de classe ultérieurs .

La bourgeoisie fait parader des soldats déjà expérimentés dans les combats urbains, des militaires ayant déjà opéré en Yougoslavie (ces mêmes soldats partis pour défendre la cause « humanitaire » dans le conflit des Balkans !), et qu'elle a déployés, avec l'accord d'un maire socialiste, dans les transports urbains de Strasbourg. L'utilisation de la police ne suffit donc pas, déjà ? Qu'à cela ne tienne, recourons donc à l'armée pour le maintien de notre ordre social capitaliste, ont conclu les bourgeois.

L'Etat étend sa terreur policière

Donnons plus de moyens aux troupes kakies, renforçons leur présence partout, dans les « zones sensibles », pour « protéger la population », ont surniché les ministres. Aussitôt,

on nous a exhibé les nouveaux gadgets meurtriers sophistiqués, maniables pour être efficaces dans les combats de rue. On nous a assuré (mais pas rassuré) que les bandes armées de l'Etat pourront procéder directement à des interpellations ou à des vérifications d'identité. Et pour habituer la population à cette forte présence d'uniformes de « guerriers », au nom du plan anti-terroriste « Vigipirate », leur nombre s'est accru ces dernières semaines dans les rues et les transports qui nous conduisent au boulot.

La bourgeoisie se donne de plus les moyens de « doser » l'exercice de sa terreur : les policiers eux aussi pourront utiliser les nouvelles armes (« chirurgicales ») de neutralisation, style paintball, des fusils à balles en caoutchouc qui assomment ou paralysent. Au plan judiciaire, la police sera couverte pour toute perquisition, même de nuit, au nom de toute sacro-sainte opération anti-terroriste, et on ne manquera pas de recourir à l'amalgame et d'assimiler les ouvriers révolutionnaires à des terroristes.

Après le bâton, la carotte. L'Etat fait la promotion d'un « plan Marshall pour les banlieues », qui nous promet des « lieux d'emploi » au coeur des banlieues à risque ; promesses creuses et mensongères : ce ne sont pas les agences de service public, qu'on promet d'implanter (alors que partout l'Etat réduit le nombre des fonctionnaires) qui changera quoi que ce soit aux quartiers déshérités. Promesses fallacieuses d'autant que l'Etat se sert des émeutes régulièrement pour justifier son blindage. C'est par des

provocations en direction des jeunes de banlieue (l'assassinat médiatisé de Khaled Kelkal entrainé dans cette manœuvre), sous couvert de lutte anti-terroriste et de plan Vigipirate que l'Etat s'est donné les moyens de se cuirasser.

La complicité cynique et nationaliste de la gauche

Dans toute cette campagne, la gauche a été particulièrement active, et dans le camp du gouvernement, de façon à désarmer politiquement la classe ouvrière, à éviter qu'elle prenne conscience de la nécessité d'identifier clairement cette aggravation de la pression étatique.

« Face à la montée de la violence et du terrorisme, l'heure est au Front Républicain : Unité Nationale », nous ont chanté en chœur tous ces politiciens bourgeois réunis dans l'hémicycle de l'Assemblée Nationale, au lendemain de l'attentat du RER du 17/10/95. Et tout ce beau monde y a été de son discours pour assurer Chirac et Juppé de son soutien. Aux interventions des députés du RPR et de l'UDF, le PS a fait écho, par la voix de Fabius clamant tout haut que « dans ces moments-là, nous souhaitons, au delà de toute divergence, faire prévaloir la solidarité nationale dans la lutte contre les violences inadmissibles » (« Le Monde » du 19/10/95).

Mais, dans l'ignorance, le PCF reste imbattable. Il a soutenu sans vergogne les décisions gouvernementales par sa « condamnation ferme » des attentats, expliquant que « rien n'est

plus acceptable que la prétention qu'ils (les terroristes étrangers) expriment de peser par le chantage sur la politique de la France » (Robert Hue le 18/10). Autrement dit, le PCF n'en a rien à foutre des ouvriers qui peuvent être tués ou mutilés simplement en se rendant à leur boulot, ce qui importe c'est... l'intérêt national ! Le PCF ne va-t-il pas même jusqu'à appeler à la « solidarité internationale » de la bourgeoisie : « Pour mettre les coupables hors d'état de nuire et pour déjouer leurs projets criminels, la solidarité internationale devrait être la moindre des choses. Le parti communiste appelle le gouvernement français à exiger, au moins de ses partenaires européens, mais aussi des Etats-Unis, qu'ils cessent toute complaisance à l'égard des mouvements intégristes qui ont pignon sur rue à Londres, Bonn ou Washington et où on leur donne apparemment accès à la télévision. » (« Wazemmes pour cible », tract diffusé à Lille)

Ce parti demeure un des pires partis stalinien nationalistes, un des plus déterminés à envoyer les ouvriers au casse-pipe. L'Etat, même sous l'égide de la droite, sait qu'il peut compter sur lui pour livrer aux forces de police tout ce qui est étranger, tout ce qui est contre l'intérêt national.

Quand il n'a pas recours aux bulldozers, contre des ouvriers immigrés, quand il n'a pas recours aux coups contre les ouvriers qui ne veulent plus lui obéir, le PCF se range derrière les forces de répression de l'Etat bour-

geois au nom de la « politique de la France ».

Le PS et le PC, si prompts à « dénoncer » la politique gouvernementale, se retrouvent unanimes à soutenir le plan Vigipirate, dont le ministre de l'intérieur, Debré, a annoncé le renforcement. Ainsi, c'est le maire socialiste de Strasbourg qui a exigé de l'Etat qu'il renforce la sécurité dans les transports urbains qui desservent les quartiers ouvriers (ou « zones chaudes ») comme se plaît à dire la bourgeoisie), tandis qu'à Laval, ce sont ces mêmes politiciens de gauche qui ont défilé dans une manifestation de protestation contre la mort d'un jeune ouvrier marocain tué par des policiers (qui auraient agi en « légitime défense », terme défini dans le cadre du plan Vigipirate pour couvrir les agissements de ces bandes armées de l'Etat bourgeois). Voilà comment ces serveurs de l'ordre capitaliste, que sont les partis de gauche, agissent contre la classe ouvrière par leur participation directe au renforcement répressif de l'Etat tout en canalisant toute réaction ouvrière contre la répression derrière des mots d'ordre stériles anti-racistes et démocratiques.

Toutes ces manœuvres que déploie l'ensemble de la bourgeoisie ne visent pas essentiellement les terroristes ou autres bandes de jeunes dans les « quartiers chauds », mais ont pour but de faire peur à la classe ouvrière, et de se préparer à réprimer des réactions sociales d'envergure.

André

"LUTTE OUVRIÈRE" ET LA CAMPAGNE ANTITERRORISTE

La contribution des trotskistes à l'union sacrée

Dans l'ambiance générale d'état de guerre et d'union sacrée mise en place par l'Etat français en réponse à la vague d'attentats terroristes, c'est d'une manière particulièrement crapuleuse que le groupe trotskiste «Lutte Ouvrière» participe à l'énorme campagne médiatico-policière de la bourgeoisie française. L'éditorial du 20 octobre de son hebdomadaire en donne une illustration édifiante.

Le cri de guerre de LO : Vive l'union sacrée !

«Lutte Ouvrière» a un reproche à faire au plan Vigipirate : premièrement il sent un peu trop le racisme, la chasse aux faciès et la répression des immigrés clandestins, deuxièmement il est inefficace et ne peut arrêter les terroristes qui, «eux, ont des papiers en règle». Alors, LO y va de ses bons conseils à la bourgeoisie française : «Si le gouvernement voulait vraiment que Vigipirate ait des chances d'être efficace, il essaierait d'y rallier aussi la population immigrée et maghrébine en particulier, française ou non, au lieu de la montrer du doigt». Voilà comment les trotskistes, s'enveloppant du voile puant de l'antiracisme, apportent leur caution radicale à la campagne d'union nationale qui invite aujourd'hui les prolétaires à se réfugier dans les bras musclés de l'Etat bourgeois, érigé en «protecteur». Non seulement LO justifie ainsi, au nom du danger terroriste, l'appel au ralliement des

prolétaires derrière leur propre bourgeoisie, mais elle fait de la surenchère sur les médias et les flics de l'Etat chiraquien : «Créons une union sacrée encore plus large, qui englobe aussi les immigrés», voilà son nouveau cri de guerre. Elle insiste même : «Cette population, qui est la principale cible du plan Vigipirate, qui est victime de la suspicion du reste de la population, n'est pas du tout rendue solidaire de la lutte contre le terrorisme et surtout de ce plan Vigipirate». Autrement dit, il faut la rendre solidaire du déploiement policier actuel, sinon, pronostique-t-elle, «cela ne peut aboutir qu'à une chose, c'est à la longue à en rejeter de plus en plus, surtout des jeunes, dans les bras de ceux qui tirent ces ficelles pleines de sang».

Après ce bon conseil à l'Etat français, LO a aussi, en passant, des tuyaux à refiler aux terroristes. Prenant exemple sur la résistance en France pendant la Deuxième Guerre mondiale - qui jouait à l'époque le rôle des terroristes, celui de la terreur d'Etat étant tenu par les Nazis et Vichy-, LO explique en détail comment s'y prenaient les résistants pour échapper aux mailles policières dans les lieux publics. Mais, comme LO préfère les terroristes d'hier à ceux d'aujourd'hui et l'Etat d'aujourd'hui à celui d'hier, le conseil s'adresse surtout à l'Etat français pour l'avertir que, pour faire la guerre au terrorisme islamiste organisé, il ne suffit pas de déployer ses flics et ses militaires, il lui

faut gagner le soutien le plus large de toute la population.

La vague d'attentats et l'ambiance d'état de guerre en France ne sont qu'une manifestation larvée de la barbarie guerrière permanente du capitalisme, en même temps qu'un prolongement de l'affrontement interimpérialiste ouvert qui se déchaîne de l'autre côté de la Méditerranée. Et, fidèle à la tradition trotskiste devant la guerre impérialiste, LO choisit, aujourd'hui comme hier, un camp bourgeois contre l'autre. Aujourd'hui comme hier, elle pousse le cri de tous les va-t'en guerre : vive l'union sacrée contre l'agresseur de la nation !

LO veut couper les travailleurs immigrés de leurs frères de classe

Mais ce qu'il y a de plus puant et en même temps de plus pernicieux dans la propagande de LO, c'est la manière dont elle présente en permanence les ouvriers d'origine maghrébine (immigrés clandestins ou réguliers, «même de nationalité française», précise LO) comme des «gens à part», des gens qui, du seul fait de leurs origines ethniques, sont prêts - si on ne leur permet pas de se sentir solidaires de l'Etat français et de se mettre sous la protection musclée de ses flics - à sombrer dans le terrorisme.

Après avoir prédit qu'«à la longue», c'est ce qui va arriver «de plus en plus»,

«surtout aux jeunes», LO insiste : «Si l'on voulait réellement aider la population maghrébine à se dissocier des terroristes (elle y est donc associée ?) et à s'en défendre, si on voulait aider la population des quartiers pauvres où ils sont peut-être recrutés (nous soulignons), il faudrait démontrer à cette population qu'elle n'a rien à craindre du plan Vigipirate». On n'en croit pas ses yeux ! C'est, mis à la sauce trotskiste, le thème même de la chansonnette médiatique auquel nous avons eu droit autour de Khaled Kelkal et sa biographie si bien ficelée de «beur mal dans sa peau en France» Et cela vise à insinuer une seule chose : les immigrés sont autant de terroristes en puissance.

Le titre de l'éditorial d'Arlette Laguiller, c'est «Des attentats qui veulent isoler les travailleurs immigrés». Et elle nous y explique que les bombes visent à jeter la suspicion sur les immigrés, de manière à les couper de la population autochtone et de les contraindre à se rallier à la bannière islamiste algérienne. Mais c'est LO qui, la première, s'empresse de jeter la suspicion sur les immigrés pour mieux les isoler de leurs frères de classe et briser l'unité de la classe ouvrière. Car la «lutte contre l'isolement des immigrés» que LO propose, c'est l'unité derrière la bourgeoisie française et ses objectifs impérialistes, puisqu'elle conclut sur un appel à «toute la population (à rester) unie avec tous les travailleurs étran-

gers ou d'origine étrangère(...), avec tous ceux qui ne veulent pas d'une nouvelle dictature réactionnaire, moyenâgeuse et esclavagiste en Algérie». A commencer bien sûr par l'Etat français, dont c'est justement le principal objectif dans l'affrontement qui l'oppose aux Etats-Unis de l'autre côté de la Méditerranée.

Le moins qu'on puisse dire c'est que l'ouvrier qui lit l'article, croyant y trouver une réponse de classe à la logique de guerre ambiante, en sortira convaincu que son collègue de travail immigré ou beur n'est plus vraiment un frère de classe : qu'au pire il sera demain terroriste et que le «mieux» à espérer de lui, c'est qu'il se mette du côté des flics et de l'Etat français. Qu'en tout cas on ne peut pas compter sur lui pour se battre sur un terrain de classe contre la misère et la logique guerrière du capitalisme.

Voilà comment LO, derrière des grandes phrases «contre l'isolement des immigrés», s'évertue à briser la seule réponse à la barbarie de ce système : l'unité de la classe ouvrière sur son terrain de classe.

Décidément les prétendus révolutionnaires que sont les trotskistes révèlent une fois de plus leur vraie nature : corps et âme au service de l'Etat bourgeois.

PE

La guerre de tous contre tous se développe

Depuis quelques mois, les Etats-Unis déploient une vaste contre-offensive impérialiste visant à tenter de réaffirmer leur leadership en crise sur la scène mondiale. Cette offensive leur a permis de remporter un certain nombre de succès, dont le plus éclatant réside dans la manière dont ils ont su se rendre les maîtres du jeu sur les plans militaires et diplomatiques dans l'ex Yougoslavie. En renforçant leur présence militaire en Méditerranée, ils portent ainsi un coup sérieux à la France et à la Grande-Bretagne. De même, ils signifient à l'Allemagne qu'il lui faudra désormais compter avec l'oncle Sam. Pour défendre leurs intérêts impérialistes, les Etats-Unis utilisent tous les atouts que leur confère leur statut de première puissance économique et militaire mondiale. Mais c'est néanmoins l'utilisation systématique de leur énorme supériorité militaire qui constitue le moyen privilégié pour tenter de faire respecter leur statut de gendarme du monde. C'est d'ailleurs le même moyen, celui de la force militaire, que les autres puissances développent également pour tenter d'élargir ou de

préserver leur influence dans le monde. Néanmoins, malgré leur écrasante supériorité militaire et économique, et malgré le succès de leur offensive en ex-Yougoslavie, on voit clairement se dessiner les limites de cette dernière. En effet, avec des moyens immensément plus importants que ceux aujourd'hui engagés dans les Balkans, la guerre du Golfe, conclue par une victoire spectaculaire, n'avait cependant pas permis aux Etats-Unis d'imposer leur ordre mondial aux autres puissances. Et ce n'est évidemment pas la pâle réplique aujourd'hui en ex-Yougoslavie de la victoire de la guerre du Golfe, qui est de nature à leur permettre de réaffirmer leur leadership sur la scène mondiale. Ainsi, même si les Etats-Unis peuvent infliger de sérieux revers à leurs adversaires européens comme en ex-Yougoslavie, ils ne sont pas capables d'imposer un ordre et une discipline comparables à celle qui prévalait dans l'ex-bloc occidental. Ainsi, la dynamique du "chacun pour soi" au sein des grandes puissances n'a fait que s'aggraver. Cette dynamique ne peut qu'alimenter toujours plus le chaos mondial.

Alors que la bourgeoisie américaine engrange les fruits de son offensive dans l'ex-Yougoslavie (lire article ci-contre), la résistance des autres grandes puissances s'organise face à la «pax americana».

On a vu, entre autres, l'ampleur des manifestations contre les bases américaines au Japon (avec des titres dans la presse nipponne du style : « la soldatesque américaine : dehors ! »). On a vu, après la démission forcée de l'homme-lige des Etats-Unis, Willy Claes, s'engager un bras-de-fer entre

les Etats-Unis et certaines puissances européennes (avec la France en première ligne) autour de la nomination d'un nouveau secrétaire général de l'OTAN.

Un rapprochement franco-britannique forcé

Mais c'est en particulier la France et la Grande-Bretagne, puissances qui sont particulièrement visées par l'offensive américaine qui se trouvent à la pointe de la contestation.

Face aux poussées du gendarme américain dans la situation mondiale, notamment dans l'ex-Yougoslavie et en Afrique, les seconds couteaux français et britannique, surtout attaqués dans le «pr carré» de leur ex-empire colonial, sont contraints de se serrer les coudes. Ils poursuivent de façon spectaculaire leur rapprochement, déjà largement amorcé depuis plusieurs années. On peut même dire qu'à l'occasion du sommet Chirac-Major fin octobre à Londres, le couple franco-anglais vit une véritable lune

de miel. Chirac et Major sont unanimes pour saluer leur « unité de vues ». Major, après avoir soutenu la France dans sa campagne d'essais nucléaires, a pu ainsi déclarer devant un Chirac aux anges : « il est inimaginable que les intérêts vitaux de la France soient menacés sans que ceux de la Grande-Bretagne soient également menacés, et réciproquement ».

Ces déclarations tonitruantes sont accompagnées de mesures conséquentes sur le plan militaire : renforcement de la coopération nucléaire entre les deux nations européennes appartenant au cercle des puissances atomiques, création d'un groupe de combat aérien franco-britannique ayant pour vocation des « opérations extérieures et d'interposition », mise en place de manoeuvres conjointes au plan naval. Ce ne sont pas moins de 25 accords de coopération sur le plan économique ou militaire qui ont été signés entre les deux Etats au cours de ces derniers mois. Ces mesures visent directement le grand requin américain et son « ordre mondial », en poussant un peu plus loin les tensions déjà génératrices de la barbarie guerrière à l'oeuvre dans les Balkans et ailleurs. Il s'agit pour les deux puissances que sont la France et la Grande-Bretagne d'unir leurs forces afin de se défendre face à la suprématie militaire des Etats-Unis.

Et si la cible prioritaire est aujourd'hui Washington, elle n'est pas, bien entendu, exclusive. Ce rapprochement franco-anglais est en effet également utile pour faire pièce à l'Allemagne. Cette dernière, tant dans l'ex-Yougoslavie via la Croatie, qu'en Europe centrale, a marqué de nombreux points. Face à cela, la France et la Grande-Bretagne ont dû réagir. Ce qui n'est pas, bien sûr, sans altérer fortement les relations au sein du couple franco-allemand dont les fondations se lézardent de plus en plus.

Le divorce franco-allemand

Les déclarations incantatoires sur la bonne santé du couple Paris-Bonn lors du sommet franco-allemand de la mi-octobre ne doivent en effet pas faire illusion. Hormis le fait que Chirac a attendu cinq mois après son élection pour traverser le Rhin et trouver le chemin de la capitale allemande, les échanges de civilités à coups de « cher Helmut » et de « cher Jacques » ne peuvent masquer la dégradation des relations entre les deux Etats. La bourgeoisie française par exemple a accusé nommément en septembre l'Allemagne de « faciliter les menées et l'armement des terroristes islamis-

tes ». L'Allemagne s'est également servie des critiques adressées à « Hiro-Chirac » condamnant les essais nucléaires français. Les pressions germaniques en faveur de la monnaie unique alignée sur le mark et leurs déclarations sur la nécessité de « resserrer les critères de Maastricht » font de la France et de ses alliés du sud de l'Europe la cible privilégiée. Les interventions de Kohl et du directeur de la Bundesbank menacent la France d'une rupture formelle et radicale la coopération franco-allemande aux plans monétaire et économique. Et comme l'a rappelé le ministre des finances français : on « n'imagine pas qu'on agisse au plan économique sans en tirer les conséquences politiques » (1).

Lorsqu'un membre de la Commission Européenne affirme : « un coup de froid (s'est) abattu sur les rapports entre Paris et Bonn » (2), cette déclaration se trouve bien en deça de la réalité. Plus qu'une simple brouille, il s'agit d'un éloignement et d'un processus de rupture engagé.

L'alliance qui se développe aujourd'hui entre Paris et Londres pour mieux défendre leurs intérêts impérialistes particuliers face aux offensives du gendarme américain et à la montée en puissance de l'Allemagne, est typique du style des alliances impérialistes qui peuvent se nouer dans la nouvelle période issue de l'écclatement des deux ex-blocs. Même si elles revêtent une certaine solidité, elles ne peuvent être aussi stables que celles qui ont prévalu pendant un siècle entre les Etats-Unis et son lieutenant britannique ou même que celle du « couple » franco-allemand pendant quarante ans. C'est une claire confirmation du cadre d'analyse qu'a développé le CCI quant à l'impérialisme dans la période de décomposition du capitalisme : la tendance au chacun pour soi et à la lutte de tous contre tous.

La seule chose dont on peut être convaincu, c'est qu'à l'occasion de ces alliances à géométrie variable, de ces rapprochements, de ces revirements et de l'imbroglio de plus en plus touffu prévalant sur l'arène impérialiste, une seule et même réalité persiste : celle de la barbarie de ce système capitaliste décomposé qui ne peut que semer la guerre, le sang et les destructions.

HPL (12 novembre)

ELECTIONS EN ALGÉRIE

Les grandes puissances entretiennent la terreur

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

qui se présente comme une force militaire de premier plan et qui n'arrive pas à protéger ses intérêts à l'intérieur de son pays, malgré un déploiement sans précédent des forces de répression. Cette politique correspond également aux intérêts particuliers de la bourgeoisie allemande qui, abritant aussi sous son aile des porte-parole du FIS et du GIA, n'a pas levé le petit doigt pour aider la police française. Par contre, cet épisode aura été l'occasion de manifester le resserrement des liens franco-britanniques, à travers leur étroite coopération dans la traque anti-terroriste.

Le soutien à Zéroual, ligne de défense de l'impérialisme français

C'est le gouvernement français qui, en riposte à l'offensive dirigée contre lui, aura mis tout son poids dans la balance pour concourir au triomphe de Zéroual. Le gouvernement français n'a pas d'autre choix possible que le soutien inconditionnel au pouvoir en place, à une partie de l'armée et aux forces de répression seules capables d'assurer une certaine cohésion au sein de l'Etat algérien, alors qu'il est clair que le FIS n'a ni la cohésion ni la cohérence suffisante pour garantir l'unité de l'Algérie que l'Etat français a tout intérêt à préserver. S'entendre avec le FIS comme avec les forces « démocratiques » s'avère d'autant plus irréalisable (malgré de timides tentatives d'ouverture de Mitterrand et de Juppé lors de son passage au Quai d'Orsay) que le terrain est déjà entièrement occupé par les Etats-Unis. Le soutien sans ambiguïté du gouvernement français apporté aussi bien au candidat Zéroual qu'à la consultation électorale mise en place par ce dernier, a été appuyé par une grande mise en scène théâtralisée. Il s'agissait de crédibiliser le soi-disant « caractère démocratique » d'une élection d'emblée boycottée par les principaux partis d'opposition qui

représentaient 80% des votes en 1991. L'annonce longtemps à l'avance et hyper-médiatisée de la rencontre Chirac-Zéroual à New-York en plein sommet de l'ONU et à la veille de l'ouverture de la campagne électorale en Algérie constituait avant tout une réponse et un pavé dans la mare face à l'offensive américaine déjà évoquée. Mais le report au dernier moment de la rencontre, « coup » tout aussi médiatique, faisait partie intégrante de la manoeuvre et de la mise en scène. Cette annulation de dernière minute présentée comme étant à l'initiative de Zéroual permettait la mise en avant d'une pseudo-« manifestation d'indépendance » de l'Etat algérien vis-à-vis de la France. Au lieu d'apparaître comme un pantin entre les mains de la France, cela renforçait sa stature d'homme d'Etat, favorisant une poussée vers les urnes en Algérie comme auprès des électeurs algériens résidant en France (comme l'a démontré l'affluence dans les bureaux de vote consulaires). Au delà de l'aspect « cafouilleux » tout à fait secondaire de la manoeuvre, le message était clair. L'important était d'essayer de restaurer le pouvoir en défendant la seule équipe sur laquelle la France puisse s'appuyer et en l'aidant à acquérir une légitimité.

Le cynisme de l'impérialisme français

L'opération électorale ne pourra rien changer au règne grandissant de la terreur : cela s'est vérifié lors du déroulement du scrutin où la population était plus que jamais prise au piège entre un encadrement militaire et policier sans précédent et des menaces plus pressantes que jamais des islamistes : « aujourd'hui, les urnes, demain le cercueil ». Par contre, cela représente la confirmation la plus édifiante d'une réorientation générale de la politique impérialiste de la France, sous la pression accrue de ses rivaux. Jusqu'ici, la politique impérialiste française s'efforçait de préserver la stabilité de son domaine réservé à travers l'image de marque

d'un soutien conditionnel envers ses vassaux africains. Sous l'ère mitterrandienne, ce soutien était volontiers conditionné par des critères politiques hypocritement fondés sur les « droits de l'homme » et sur des gages de « démocratisation de la vie politique » du pays. Avec le gouvernement Balladur, il avait évolué sur un autre terrain en restant assujéti à des engagements ou des programmes d'assainissement et de réformes économiques. L'arrivée de Chirac à la tête de l'Etat français coïncide avec la revendication affichée d'une pragmatique « realpolitik » plus brutale et ouvertement cynique. Inaugurée par l'annonce face au monde de la reprise des essais nucléaires français, elle se poursuit désormais par l'affirmation sans ambages des intérêts français dans le Maghreb comme en Afrique. La France soutient les régimes qu'elle a intérêt à soutenir, et le fera sans le moindre scrupule, ni la moindre hésitation, quel que soit leur degré d'impopularité. Cette politique s'est illustrée par le voyage de Chirac chez Hassan II et surtout la mise en avant du modèle tunisien et de son président Ben Ali malgré l'emprisonnement des principaux leaders d'opposition en Tunisie au lendemain de la visite de l'hôte de l'Elysée. La bourgeoisie française parce qu'elle est poussée vers de tels retranchements ne fait que réaffirmer qu'elle est bel et bien déterminée à soutenir coûte que coûte les opérations de maintien de l'ordre nécessaires pour préserver la stabilité de ses propres positions impérialistes.

Cette situation met à nu le fait que chaque grande puissance, avec le même cynisme illimité, avec ses propres moyens, affirme à sa façon ne reculer devant rien, que tous les coups les plus tordus ou mesquins sont permis pour assurer la défense de ses intérêts les plus sordides dans la lutte de plus en plus âpre et féroce que se livrent tous ces gangsters impérialistes.

CB (16 novembre)

LA "PAIX" EN BOSNIE

Un moment de l'affrontement entre les grandes puissances

Les négociations de Dayton aux Etats-Unis, consécutives au cessez-le-feu en Bosnie, sont une illustration de la victoire américaine remportée sur le terrain de l'ex-Yougoslavie. Après le temps de l'attaque militaire, voici venu celui de l'offensive diplomatique. Le message adressé au reste du monde est particulièrement sonore. La force de frappe « made in USA » et son savoir faire diplomatique ont été mille fois plus efficaces que trois années de tergiversations et de finasseries de la part d'Etats européens incapables de faire la police sur leur propre continent.

Le succès américain en ex-Yougoslavie...

Le fait que les pourparlers se déroulent sur une base militaire de l'Ohio, tout un symbole, et qu'une petite délégation européenne ait été invitée à participer, quasiment en spectateur, aux négociations entre Croates, Bosniaques et Serbes, souligne assez le triomphe de la Maison Blanche. En résumé, disons-le,

c'est carrément l'humiliation. Contrairement donc à ce qu'affirmait il y a quelques semaines le ministre français des affaires étrangères, M. de Charette, la véritable conférence de la paix n'aura pas lieu à Paris. R. Holbrooke, celui qui dirige l'équipe américaine, ne semblait pas disposé à lâcher les intéressés avant d'avoir trouvé un accord.

Ainsi, jeudi 9 novembre, un début d'entente était signé entre Croates et Musulmans bosniaques sur le renforcement de leur fédération (créée l'année dernière sur initiative américaine), portant en particulier sur la réunification de la ville de Mostar. Dans le même registre, sous la pression américaine, Serbes et Croates sont parvenus le 12 novembre dernier à un accord au sujet de la Slavonie orientale désamorçant par là même, pour le moment, un différend vieux de quatre ans entre les deux parties. Cette région sera mise sous administration de l'ONU pendant une période transitoire d'au moins quatre ans. Enfin, le Congrès américain devrait voter

prochainement le budget nécessaire au déploiement de 20 000 soldats en Bosnie concrétisant de ce fait leur présence militaire au coeur de l'Europe, dans une région stratégique de premier ordre.

...une victoire que les Etats européens vont s'évertuer à saboter.

Face à ce triomphe de la bourgeoisie américaine, ses rivales européennes ne restent pas sans réagir. En réalité, ce succès elles ne cessent et ne cesseront de le torpiller. Déjà nombreuses sont les critiques portées par les délégations du Vieux continent présentes à Dayton. Plusieurs représentants n'hésitent pas, dans les couloirs de la conférence, à critiquer systématiquement le plan de paix proposé par l'administration Clinton, sous prétexte qu'il a des chances d'être bâclé. En bref, ces dernières essaient par tous les moyens de glisser des peaux de banane sous les pieds des officiels américains. Mais bien-sûr, c'est sur le terrain, en Bosnie même que les

tensions ne manqueront pas de s'aggraver là où chaque puissance essaiera de faire valoir ses intérêts.

Ainsi dès que Washington a annoncé l'envoi de 20 000 de ses soldats, la France et la Grande-Bretagne, grands perdants de la partie depuis le recul de leur allié serbe, ont répliqué en déclarant qu'elles en enverraient autant. Idem en ce qui concerne l'Etat russe, cet autre allié de la Serbie qui, s'il déploiera également des troupes mais en moins grand nombre, n'entend pas les mettre sous commandement de l'OTAN, c'est-à-dire américain.

En fait, la bourgeoisie française a même profité de ce différend russo-américain pour mieux enfoncer le coin, en proposant notamment de mêler sur place les armées françaises et russes. Il faut remonter au début du siècle, au temps de l'entente franco-russe, pour retrouver une aussi grande convergence de vues entre Moscou et Paris. La récente visite en France de Eltsine, courant octobre, est là pour le prouver. Le président de l'Assemblée Nationale, P. Séguin et le président de la Douma russe, I. Rybkine, ont même installé une «Grande commission parlementaire franco-russe». Comme l'ont souligné les commentateurs, «le courant est

passé» en ce qui concerne les grands dossiers (la place de la Russie au sein du Conseil de l'Europe...) et tout particulièrement à propos de l'ex-Yougoslavie.

Enfin l'Allemagne n'est pas en reste avec l'annonce de sa participation à la force d'interposition à hauteur de 4 000 hommes. L'Allemagne n'utilisera donc plus seulement le mark pour défendre ses intérêts impérialistes mais de plus en plus sa puissance militaire qui du point de vue des armes conventionnelles est la première en Europe.

En tout cas, la concentration sur place d'autant de forces armées ne peut qu'accroître très sensiblement les risques d'affrontements. Non seulement l'accumulation des engins de mort va être décuplée mais les pressions sur les alliés régionaux des grandes puissances aussi. Car désormais, c'est grâce à leur présence sur place que les grandes puissances pourront directement, et par conséquent encore mieux, aider leurs pions croates bosniaques et serbes. Une telle situation ne pourra qu'exacerber encore les impérialismes et nourrir la guerre. Non, les pourparlers de Dayton n'annoncent pas la paix dans les Balkans.

Arkadi (18 novembre)

ASSASSINAT DE RABIN

La bourgeoisie sacrifie l'un des siens

Toutes les grandes figures de la «démocratie bourgeoise» ont accouru d'un même élan pour se recueillir sur le cercueil de Rabin. A ce «touchant» concert sont venus se joindre quelques uns de ses «ennemis d'hier», comme l'égyptien Moubarak et Hussein de Jordanie; sans oublier l'intervention remarquée et surtout très médiatisée du Palestinien Arafat se répandant en lamentations sur «la terrible perte de son ami» (depuis, les autorités de Jérusalem ont même autorisé cet ennemi public n° 1 à «fouler le sol sacré d'Israël» -ce qui était considéré, il y a peu encore, comme le sacrilège suprême- pour faire une visite dite discrète à la veuve).

Et toutes les télévisions du monde entier de nous transmettre, en direct de Jérusalem, et de nous imposer, pendant des heures, le déroulement complet des cérémonies avec leur succession d'éloges et regrets larmoyants entrecoupés de documents et commentaires à la gloire du défunt. Tout ce cirque politico-médiatique n'a, à l'évidence, qu'un seul but : nous bourrer le crâne avec des contrevérités répugnantes.

Que Rabin nous soit présenté aujourd'hui comme «un héros de la paix», seule la bourgeoisie, cette classe barbare qui ne maintient sa domination que par la force et le mensonge, peut se le permettre! Qui peut oublier que, durant toute son existence, cet énergumène n'a été qu'un des bras armés les plus efficaces pour défendre les intérêts de sa classe; qu'il n'a été qu'un bourreau, un des principaux responsables, durant des décennies,

des nombreux massacres et des millions de victimes de tous bords qu'a connus cette région du monde? Peut-on passer sous silence les hauts faits d'armes de ce généralissime israélien? La «guerre des 6 jours» qu'il a gagnée, à la tête de Tsahal, cette guerre qui a semé la désolation et qui a laissé un nombre incalculable de morts sur le carreau? L'impitoyable répression de l'Intifada des enfants palestiniens qu'il a dirigée en tant que premier ministre (c'est lui qui a donné l'ordre à ses soldats de briser les os des gamins pris sur le fait)? Et ce ne sont là que quelques exemples.

Ceux qui sont aujourd'hui au pied de sa tombe, et qui n'ont pas de mots assez élogieux pour l'encenser, ont le culot de se présenter comme «les forces de la paix». Ce sont, à les en croire, «les bonnes volontés» enfin réunies et déterminées à faire face à l'obscurantisme et au «fanatisme aveugle». Ces «forces de la paix» ne sont que les représentants des impérialismes petits et grands qui, depuis des décennies, ne cessent de s'entre-déchirer et de mettre cette partie du monde à feu et à sang. De plus, depuis la fin des blocs issus de Yalta, la pression brutale du grand parrain américain cherche, avec un certain succès, à faire taire les antagonismes locaux et à éjecter de cette zone du monde qu'il considère comme sa chasse gardée tous ses grands rivaux. Le but est d'y asseoir son hégémonie et d'imposer «la pax americana». Voila la paix qu'il nous promet, c'est-à-dire une «paix des tombes», une «paix» source de

tensions futures encore plus violentes et meurtrières au Moyen-Orient bien sûr mais également sur le reste de la planète.

Aujourd'hui, il ne fait aucun doute que l'assassinat de Rabin n'est pas l'oeuvre d'un groupuscule de fanatiques mais le résultat d'un complot très bien organisé qui, pour le moins, n'a pu être exécuté qu'avec des complicités dans l'appareil d'Etat bourgeois. La question inévitable qu'il faut se poser pour essayer de déterminer les vraies responsabilités est : à qui profite le crime?

Quand on voit le gigantesque battage idéologique qui est mené depuis la mort de Rabin, en particulier en Israël avec des manifestations monstres pour «appeler à la paix», quand on voit comment les fractions bourgeoises extrémistes sont isolées et montrées du doigt aujourd'hui, comment le Likoud est contraint de s'en démarquer, il est clair que ce sont les forces dites «de la paix» qui tirent profit, pour l'instant, de la situation et que la dynamique actuelle va dans le sens du renforcement de «la pax americana». Mais quels que soient les responsables, il ne faut jamais oublier que la bourgeoisie n'hésite jamais à éliminer l'un des siens quand celui-ci représente un obstacle à sa politique ou quand elle estime qu'un «sacrifice rituel» lui est nécessaire pour défendre ses sordides intérêts. Souvenons-nous, entre autres, des exemples de Kennedy, Gandhi ou Sadate.

Elfe

(SUITE DE LA PAGE 8)

à travers une hausse du pouvoir d'achat. C'est de la pure démagogie destinée à enfermer les luttes indispensables de la classe ouvrière contre les attaques capitalistes dans la prison d'une «meilleure gestion de l'économie nationale».

Quand la gauche était au gouvernement, elle a déjà démontré la vacuité de tels discours : elle a mis en oeuvre sans complexe une austérité draconienne, baptisée «rigueur», pour la circonstance. Quand Marx a mis en avant que «la raison ultime de toutes les crises réelles, c'est toujours la pauvreté et la consommation restreinte des masses», il n'a jamais laissé le moindre doute sur le fait que le capitalisme (indépendamment même de la volonté des capitalistes) pourrait surmonter ses contradictions en élevant cette consommation.

En réalité, lorsque les défenseurs patentés du capitalisme s'emparent de cette citation pour laisser entendre qu'il «n'y a qu'à augmenter les revenus de la classe ouvrière», ils se gardent bien de signaler que, pour Marx et le marxisme, celle-ci ne peut en aucune façon constituer un marché lui permettant d'écouler son excédent de production. C'est pour cela que le monde se trouve aujourd'hui devant une totale absurdité : des centaines de millions d'hommes sont plongés dans une misère totale, sinon la famine, non pas parce que l'économie ne produit pas assez mais, au contraire, parce qu'elle produit «trop» au regard des lois qui la gouvernent. Alors que sont immenses les besoins non satisfaits de la très grande majorité

de la population mondiale, le capitalisme ne peut que, toujours plus, stériliser, détruire des moyens de production et jeter à la rue les producteurs, les plongeant dans la barbarie du chômage.

Pour les masses exploitées, pour le prolétariat mondial, seule la destruction de fond en comble de l'édifice vermoulu du mode de production capitaliste peut ouvrir une issue. La compréhension des contradictions du capitalisme, qui ont conduit la société aux aberrations présentes, trace les caractéristiques indispensables de ce que devra être la seule forme d'organisation sociale capable de sortir l'humanité de l'impasse. Et ces caractéristiques ne sont autres que celles du communisme, le vrai : élimination de la propriété privée (individuelle ou étatique) et orientation de la production exclusivement en fonction des réels besoins humains, libre répartition des biens de consommation, unification mondiale de la «communauté humaine».

Ce n'est pas une utopie. C'est la seule perspective réaliste pour dépasser l'impasse capitaliste. Une perspective que seule la classe ouvrière mondiale, retrouvant par ses luttes immédiates la confiance dans ses propres forces, reprenant le chemin de son combat historique, tirant les leçons de ses échecs passés et se réappropriant son programme révolutionnaire, peut ouvrir et réaliser.

FR

Salut à la nouvelle section du CCI en Suisse

Le CCI vient de constituer une section en Suisse. La taille réduite de ce pays (guère plus de 7 millions d'habitants) de même que l'importance encore limitée des forces militantes qui, à présent, y développent le travail de notre organisation ne sauraient amoindrir la signification de la constitution de la treizième section territoriale du CCI, tant pour notre propre organisation et le milieu révolutionnaire que pour la classe ouvrière dans son ensemble.

En effet, l'activité du prolétariat en Suisse a toujours joué un rôle particulier dans le combat de la classe ouvrière mondiale. Dès l'aube du mouvement ouvrier, au moment de la formation de la première internationale, c'est en Suisse que se tiennent plusieurs congrès de cette organisation (Lausanne 1867, Bâle 1869) ce qui montre qu'il y a déjà sur place un prolétariat suffisamment organisé pour pouvoir les accueillir. Par la suite, lorsque le principal parti socialiste du monde, celui d'Allemagne, est réduit à une semi-clandestinité (entre 1878 et 1890) du fait des "lois anti-socialistes" de Bismarck, la Suisse constitue une terre de repli à partir de laquelle les militants socialistes pourchassés peuvent développer leur propagande en direction du prolétariat allemand. C'est aussi la

Suisse qui accueille, à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle, nombre de combattants du prolétariat qui doivent s'exiler de leur pays. C'est dans ce pays que Plekhanov, avec son groupe "Libération du travail", jette en 1883 les bases de la constitution d'un parti socialiste et marxiste pour la Russie. C'est en Suisse que Lénine séjourne le plus longtemps lors de son exil entre 1900 et 1917. C'est à Zürich que la révolutionnaire d'origine polonaise, Rosa Luxemburg, fait ses premières armes, entre 1889 et 1898, comme un des plus grands théoriciens du marxisme et un des meilleurs combattants du prolétariat. Alors que se précipitent les menaces de guerre, Bâle accueille en 1912 le dernier congrès de la II^e internationale entièrement dédié à la lutte contre la guerre impérialiste.

Lorsqu'éclate la première guerre mondiale, c'est également en Suisse que se réfugient ou se retrouvent beaucoup des révolutionnaires restés fidèles à l'internationalisme prolétarien. En particulier, c'est à Zimmerwald près de Berne, que se tient, en septembre 1915, sur l'initiative des partis socialistes suisses et italiens, la première conférence créant les conditions d'une réponse politique prolétarienne à la guerre impérialiste et à la trahison des principaux partis socialistes. Elle est suivie par la conférence de Kienthal, en avril 1916, qui jette les bases de la constitution de la III^e internationale (mars 1919). Enfin, lorsqu'éclate la révolution en Russie, en février 1917, c'est de Suisse que Lénine, avant qu'il ne puisse lui-même rentrer, adresse à son parti ses "Lettres de loin" qui indiquent avec clarté les perspectives de la révolution d'octobre.

La terrible contre-révolution qui s'est abattue après l'échec de la vague révolutionnaire de 1917-23 est venue à bout, en Suisse comme dans pratiquement tous les autres pays, des forces militantes qui avaient maintenu le programme

révolutionnaire contre la dégénérescence stalinienne de la III^e internationale et des partis communistes. La reprise historique de la classe ouvrière, à la fin des années 60, a permis que se reconstituent, dans la plupart des principaux pays du monde, et notamment d'Europe, des organisations fidèles au combat du communisme, et particulièrement le CCI. Mais, jusqu'à présent, cette présence communiste était particulièrement faible (elle était limitée à quelques éléments du courant "bordiguiste") dans ce haut lieu des combats politiques passés du prolétariat, la Suisse. La constitution d'une section de notre organisation dans ce pays a donc valeur de symbole : elle renoue le fil avec ces combats du passé. En outre, intervenant après l'effondrement du bloc dit "socialiste" et le coup très fort que cet événement a porté contre la conscience et la combativité du prolétariat mondial, elle confirme, contre les discours invoquant une disparition définitive de la perspective communiste, que le cours historique qui, depuis 1968, était du côté de la classe ouvrière, ne s'est pas de nouveau

renversé au bénéfice du capitalisme. La constitution, en 1989 d'une section du CCI au Mexique et d'un noyau en Inde exprimaient, pour une bonne part, la vague de luttes ouvrières qui avaient occupé le devant de la scène depuis 1983. La constitution de notre section en Suisse, 6 ans après, augure, même si ce n'est pas pour l'immédiat et si elle sera difficile, une reprise majeure des combats de classe à l'échelle mondiale.

Enfin, il faut insister sur l'importance que revêt pour notre propre organisation, la constitution d'une nouvelle section. Nos lecteurs ont eu connaissance des enjeux du XI^e congrès du CCI qui s'est tenu au printemps 1995 (voir RI n° 245). Il s'agissait d'éliminer de nos rangs, au bénéfice de l'esprit de parti, l'esprit de cercle et de clan qui pesaient sur notre organisation du fait de ses origines à partir des petits groupes et cercles qui avaient surgi dans la foulée de la reprise historique du prolétariat, à la fin des années 60. Ce combat a débuté il y a 2 ans et tant qu'il n'avait pas remporté la victoire de façon claire, non par le rejet de militants (bien que certains, incapables de renoncer aux scories de l'esprit de cercle, aient déserté le combat) mais par l'élimination des conceptions petites bourgeoises anarchisantes qui pesaient sur l'ensemble de l'organisation, il était hors de question d'intégrer de nouvelles forces en notre sein. Aujourd'hui, l'entrée dans le CCI d'un groupe de camarades qui vont constituer sa section en Suisse, si elle concrétise leur évolution, à travers de longues discussions avec notre organisation, vers une grande clarté politique et une solide volonté militante est également une expression de notre capacité, constatée lors de notre XI^e congrès, de reprendre à bras le corps notre responsabilité d'intégrer de nouvelles forces pour le combat révolutionnaire.

Le CCI n'a pas pour habitude de pratiquer le bluff, comme malheureusement un certain nombre de groupes du milieu prolétarien, ni de bâtir sur le sable. C'est ce qui lui a permis de devenir la principale organisation de ce milieu, n'en déplaise aux groupuscules parasites qui, tel le "Communist Bulletin Group", se sont rués sur les travaux de notre XI^e congrès pour déverser, une fois encore, les pires calomnies contre le CCI (voir RI n° 249 et 250).

Les objectifs de notre nouvelle section sont encore modestes. Ainsi, elle ne va pas encore publier une presse spécifique : c'est notre journal en langue Allemande, Weltrevolution, où seront incorporés des articles puis des suppléments dédiés à la situation en Suisse, qui va constituer pour l'heure l'organe d'intervention de notre section dans ce pays (où près des trois quarts de la population est germanophone). Pour nos camarades en Suisse il s'agira donc de poursuivre et de renforcer le travail qu'ils avaient déjà entrepris avant leur entrée dans le CCI, quand ils diffusaient déjà activement Weltrevolution et animaient le cercle de discussion de Zürich. Leur venue dans notre organisation doit permettre également d'augmenter le rythme de parution de la Revue Internationale en langue allemande, ce qui est un pas de premier plan pour la défense des positions communistes et de la théorie marxiste, quand on connaît l'importance de cette langue pour le mouvement ouvrier.

Salut à la section du CCI en Suisse.

Bon travail camarades !

Le CCI (18 novembre 95)

La bourgeoisie cherche une fois encore à enterrer Marx

Ces derniers mois, la presse bourgeoise a consacré de nombreux articles à Marx. Elle a rendu compte, en particulier, des sordides travaux du « congrès Marx International » qui s'est tenu à Paris-X-Nanterre fin septembre, et qui a regroupé tout un gratin de philosophes en culotte courte et de marxologues de tous poils. L'événement en lui-même est ridicule. Mais des idéologues professionnels s'en sont donnés à cœur joie pour déverser, une fois de plus, le poison de leur plume et apposer le sceau de la « science universitaire » sur les mensonges de la classe dominante. En attaquant Marx à la racine, de façon pernicieuse, ils n'ont fait que poursuivre une offensive idéologique visant à paufiner les campagnes infâmes qui ont suivi l'effondrement du bloc de l'Est. C'est encore la soi-disant « mort du communisme » et « la faillite du marxisme » qui ont été ressassées. En cela, la bourgeoisie poursuit son principal objectif : attaquer la conscience de classe et déboussoler le prolétariat.

On se souvient que les convulsions extrêmement violentes qui ont secoué l'ensemble des pays du bloc de l'Est, il y a maintenant plus de six ans, conduisant à l'effondrement total du stalinisme, ont été l'occasion d'un acharnement médiatique visant à oblitérer toute perspective de révolution prolétarienne, à vanter la « victoire du capitalisme triomphant et de la démocratie sur le communisme ».

Marx n'est pas le précurseur de Staline mais sa négation historique

L'idée qui avait occasionné un profond recul de la conscience dans la classe ouvrière, et qui perdure, est donc celle de l'identification du stalinisme et de la planification étatique au communisme. La bourgeoisie poursuit donc ici le plus grand mensonge de l'histoire, entretenu avec plus de force et de conviction, comme le montre la déclaration d'un intellectuel à propos de Marx : « Il s'est trompé (...) il n'y a, à l'échelle de la société, que deux modes de coordination économique : le marché et le plan. Si l'on supprime totalement le marché, on ne peut fonder l'économie que sur une totale planification. C'est bien cette perspective qu'a mise en œuvre le communisme historique... (entendez le modèle stalinien et son échec, NDLR) » (1)

Cette mystification consistant à assimiler le communisme au « plan », c'est-à-dire au capitalisme d'Etat, s'est, en

fait, imposée progressivement à travers le triomphe de la contre-révolution la plus noire qu'ait connue le prolétariat mondial (voir notre brochure sur la faillite du stalinisme). La contre-révolution stalinienne a bel et bien été le bourreau russe d'octobre 1917. Cela n'empêche pas la bourgeoisie, à travers une falsification de la réalité historique, d'inoculer aujourd'hui encore l'idée que « le ver était dans le fruit », et que Marx lui-même a été l'initiateur, à travers un « corpus dogmatique », d'un projet conduisant nécessairement au totalitarisme étatique : « Il faut demander des comptes non seulement à Staline et à Lénine, mais à Marx lui-même, qui, sans avoir jamais traité du communisme, en est pourtant, pour le meilleur et pour le pire, le fondateur : en diabolisant le marché, il a ouvert la voie au diable... »

Face à ce mensonge crapuleux, les révolutionnaires doivent rétablir la vérité. Durant la phase ascendante du capitalisme, le fait que l'Etat n'avait pas encore concentré entre ses mains la totalité du capital pouvait donner l'illusion que le capitalisme étatisé pouvait correspondre à sa suppression. C'est là dessus que s'est, en partie, appuyée la bourgeoisie pour développer ses mensonges. A l'opposé, l'esprit et la méthode de Marx ont conduit à démontrer que le capitalisme était « un rapport social », fondé sur l'exploitation du travail salarié, sur « l'extraction de la plus-value ». C'est dans la continuité avec les conceptions de Marx et avec la même méthode scientifique que Engels, au

moment où l'Etat imposait de plus en plus sa chappe de plomb sur toute la société, affirmait dans l'Anti-Dühring : « L'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble. » (3)

On a bien ici l'antithèse de l'apologie du capitalisme d'Etat et de la terreur stalinienne ! Mais la bourgeoisie a besoin de faire croire que la lutte de classe ne peut mener qu'à la ruine et à l'Etat totalitaire ; cela, en dénaturant la réalité de classe de la « dictature prolétarienne ».

Réformisme et démocratie : deux béquilles pour soutenir la dictature du capital

Même si certaines interventions plus subtiles de l'intelligentsia bourgeoise affirment que « l'effondrement de l'URSS illustre moins l'échec d'un projet de société imaginé par Marx que l'illusion visant à confondre le communisme et le marxisme », (4) ce n'est qu'au prix d'une « critique » qui pousse à défendre le plus plat réformisme. Le but d'une telle « critique » vise en réalité à inoculer l'idée suivant laquelle le changement social ne peut s'inscrire que dans le cadre d'un capitalisme viable et éternel. Voilà bien le seul résultat qu'on pouvait attendre de la « réflexion » de la racaille « intellectuelle ». Désormais, Marx est vu par ces idéologues bourgeois, comme un « utopiste » qui « constitue une part de notre culture, parmi d'autres concernant la république, l'Etat de droit, les droits de

l'homme » (5) et non comme le militant du prolétariat qui a consacré toute sa vie au combat pour la destruction du capitalisme et l'abolition du salariat. Vidée de sa substance politique révolutionnaire, l'œuvre de Marx devient ainsi une intéressante pièce de musée. Le militant exemplaire de la classe ouvrière est transformé en icône inoffensive, dont le nom est destiné à rejoindre celui des grands « philosophes ». Finalement, Marx ne serait au fond rien d'autre qu'un « penseur », un « intellectuel » du même acabit que ces détracteurs d'aujourd'hui. On va même jusqu'à vanter la rigueur de ses travaux et souligner qu'on ne pourrait se passer de sa méthode et que cet « économiste clairvoyant » doit permettre une réflexion sur la société. Et si la bourgeoisie affirme « l'idée que 'Marx est mort' n'a rien d'innocent, (qu'elle) exprime la prétention à mettre au pas toute contestation de l'ordre établi », c'est pour mieux défendre l'idée d'un « post-marxisme » ou d'un « néomarxisme » qui ne fait que raisonner du point de vue du capital pour tenter de détourner le prolétariat de sa perspective historique : la révolution communiste.

Dans le contexte actuel où la reprise des combats de classe est à l'ordre du jour face aux attaques économiques de la bourgeoisie, cette dernière ne se contente plus seulement de jeter aux orties le marxisme. Elle doit aujourd'hui le dénaturer en profondeur afin d'empoisonner la conscience du prolétariat, l'empêcher de se réapproprier l'arme du marxisme pour affirmer sa perspective révolutionnaire. La classe ouvrière ne doit pas tomber dans le panneau : si la bourgeoisie « ressuscite » Marx, c'est pour mieux discréditer sa contribution inestimable à l'histoire du mouvement ouvrier, et mettre en place un cordon sanitaire autour des organisations révolutionnaires qui, comme le CCI, sont les seules à affirmer haut et fort : le marxisme est toujours vivant !

W (5 novembre)

(1), (2), (4), (5) « Libération » des 28 septembre, 2 et 23 octobre 1995.

(3) « Revue internationale » n° 78

VIE DE L'ORGANISATION

AVIS AUX LECTEURS

Nous demandons à nos lecteurs de bien vouloir nous excuser pour nos changements d'adresse successifs. Suite à des questions techniques, nous ne possédons pas encore de boîte postale définitive.

Tout le courrier envoyé au cours du mois de juillet et d'août risque d'avoir été perdu, il faut donc nous réexpédier un double à l'adresse suivante :

Révolution Internationale
Librairie "La Boulangerie"
67 rue de Bagneux -
92120 Montrouge.

Nous indiquerons très bientôt notre adresse définitive. C'est pourquoi, nous demandons aux lecteurs d'être attentifs aux indications que nous fournirons dans nos prochains numéros du journal.

Il en est de même pour le libellé du C.C.P. et pour l'instant nous demandons d'envoyer les chèques rédigés avec la seule mention : à l'ordre de Didier Van Celst.

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International

**Revue
Internationale / 83**

4ème trimestre 1995 15ff / 100 fb

Ex-Yougoslavie
UN NOUVEAU CRAN DANS L'ESCALADE
GUERRIERE

50 ans après
HIROSHIMA, NAGASAKI
OU LES MENSONGES DE LA BOURGEOISIE

Friedrich Engels
IL Y A CENT ANS DISPARAISAIT
UN GRAND "FORGERON DU SOCIALISME"

Révolution allemande, III
L'INSURRECTION PRÉMATURÉE

Réponse au BIPR, II
LES THÉORIES SUR LA CRISE HISTORIQUE
DU CAPITALISME

Parasitisme politique
LE "CBG" FAIT LE TRAVAIL DE LA BOURGEOISIE

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50 F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de «RI» ou 5 de la «Revue Internationale», ou des numéros encore disponibles du «Bulletin d'Etudes et de Discussions».

SOUSCRIPTIONS

D. (Rouen) : 300 ; M. (Lille) : 100 ; K. (Besançon) : 150 ; C. : 130.

Bordeaux : Réunion publique du 28 octobre : JC : 100 ; Eve : 100 ; R. : 100.

Nantes : Réunion publique du 23 septembre : Aboulafia : 77 ; G. : 300 ; Julie : 250 ; Romain : 250. Réunion publique du 21 octobre : Julie : 200 ; Nicolas : 30 ; H. : 250.

Paris : Manifestation du 10 octobre : 13. Permanence du 14 octobre : 50.

Tours : Permanence du 14 octobre : Aboulafia : 100 ; CB : 100.

Toulouse : Réunion publique du 27 octobre : Da : 100 ; De. : 300 ; Mo : 100 ; Ros : 100 ; Mi : 50 ; Jo. : 102 ; R. : 100.

Total : 3452.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des **réunions publiques** et des **permanences** dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les **réunions publiques**, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les **permanences**, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME :

Accélération de la crise : le pire est devant nous

GRENOBLE

Permanence le samedi 9 décembre à 15 h, Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet (face à la gare).

Vente de la presse le samedi 9 décembre de 10h30 à 11h30 à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 16 décembre 1995 à 14 h 30, à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les dimanches 3 et 17 décembre de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON

Permanence le vendredi 15 décembre à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour.

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 16 décembre à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.

Permanence le mardi 9 janvier de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).

Vente de la presse les samedis 9 décembre et 6 janvier de 11h à 12h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 16 décembre à 17 h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence les vendredis 1er décembre et 5 janvier à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse tous les deuxièmes mardis du mois, à la station du tramway, place du commerce, de 17h15 à 18h.

PARIS

Permanence les samedis 9 et 23 décembre de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.

Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 17 décembre de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc, La Fontaine.

TOULOUSE

Réunion publique le jeudi 21

décembre à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

Permanence les vendredis 1er décembre, 15 décembre et 5 janvier, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 10 et 17 décembre, de 10h30 à 12h, au marché aux Pucés (place St-Sernin).

TOURS

Permanence le samedi 9 décembre à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.

Vente de la presse tous les deuxièmes samedis du mois de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-des-corps, place de la Mairie.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une mobilisation accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour

d'eux, les comptes-rendus de discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :

« Contact » - rue Lepneveu

BORDEAUX :

« Le Roi Lire » - rue S^c-Catherine

BREST :

« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT FERRAND :

« Le Papyvire » - 3, rue de l'Ente

Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras

« Maison de la Presse » - place de Jaude

DIEPPE :

« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

« Le Sphinx » - 6, rue Brocherie

« L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent

LAVAL :

« Point presse » - Centre C^{ial} La-Mayenne

« Maison de la Presse » - place de La-Trémoille

LE HAVRE :

« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

« Galerie » - 57, rue de Béthune

Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^o-de-Lattre-de-Tassigny

« Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n^o 84, Villeneuve-d'Ascq

LYON :

« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)

« La Proue » - 15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

« Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^{er})

« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)

« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)

MELUN :

« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^o-de-Gaulle

MONTAUBAN :

« Maison de la Presse » - rue de la République

MONTPELLIER :

Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud

NANTES :

« Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur

« Lanoë » - 2, rue de Verdun

« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais

NICE :

« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine

ORLEANS :

« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS :

« La Boulangerie » - 67, rue de Bagneux (Montrouge)

« L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)

« La Brèche » - 9, rue de Tunis (20^e)

« FNAC » - Forum des Halles.

« Le Point du jour » - 88, rue Gay-Lussac (5^e)

« Actualités » - 38, rue Dauphine (6^e)

SAINT-ETIENNE :

« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet

« Utopia » - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :

« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

« Hall de Presse » - bd M^o-Leclerc

TOULOUSE :

« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard

« FNAC » - 81, bd Carnot

« Les Arcades » - place du Capitole

TOURS :

« Librairie » - 104, rue Colbert.

Nous ne déposons plus la presse à la Librairie "Parallèle" à Paris. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs qui s'y fournissaient jusque là et nous les encourageons à s'abonner directement auprès de la rédaction du journal.

PUBLICATIONS DU CCI

*Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :*

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles I - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR. Box 21106, 10031 Stockholm -
SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-
BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

REVOLUCION MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

La décadence du capitalisme (15 F
+ frais d'envoi : France 8F/Etranger 18F).

**Les syndicats contre la classe
ouvrière** (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

**Le trotskysme contre la classe
ouvrière** (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + 8F/18F)

**Organisation communiste et
conscience de classe** (15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition
(20 F + 8 F/18F)

**Bilan de la lutte des infirmières
(octobre 88)** (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (nouvelle
édition) (15 F + 8 F/18F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) : FRANCE :
100 F- ETRANGER : 100 F - PAR
AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la *Revue internationale*) :
FRANCE : 75 F- ETRANGER : 75 F -
PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F -
ETRANGER : 170 F - PAR AVION :
210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
- *RI* : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
- *Revue internationale* : abonnement à
2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à
l'ordre de D. Van Celst à adresser pour le
moment à l'adresse suivante :

RevolutionInternationale
Librairie "La Boulangerie"
67 rue de Bagneux -
92120 Montrouge.

Le capitalisme n'a pas de solution à sa crise

Pourquoi la crise économique dure-t-elle si longtemps ? Pourquoi tous les sacrifices et efforts qui ont été imposés aux travailleurs au nom de « la lutte contre le chômage » n'ont pu empêcher que celui-ci devienne un phénomène chronique et massif, généralisant dans la société le sentiment désespérant de « no future » ?

Les prêtres de l'ordre établi, qu'ils portent la soutane du politicien, ou encore celle de l'économiste, du journaliste, du philosophe, du sociologue, de l'historien... offrent tous des analyses aussi partielles que fausses. Pour tous, les « explications » au désastre économique qui ravage la société mondiale reposent sur des erreurs ou du moins des difficultés de gestion du système face à de nouveaux besoins d'adaptation. Mais aucun n'envisage l'essentiel, à savoir qu'il pourrait s'agir non plus d'un problème de gestion mais de structure, l'existence du système lui-même.

Pourtant, rarement dans l'histoire la réalité économique sociale n'avait mis aussi directement en évidence comment les rapports de production qui constituent un système peuvent se transformer en la principale entrave au développement économique de la société. Même un enfant peut comprendre aujourd'hui qu'il y a quelque chose de définitivement obsolète dans des lois économiques qui contraignent à fermer des usines, à jeter des millions de travailleurs au chômage ou encore à payer des agriculteurs pour qu'ils mettent leurs terres en jachère, alors que la misère matérielle fait mourir de faim tous les jours des milliers d'êtres humains et que la paupérisation, le dénuement absolu se répandent irrémédiablement au cœur même des plus grandes puissances industrielles. Rarement la vieille analyse de Marx expliquant pourquoi il n'y a jamais eu de mode de production « éternel » n'a trouvé une vérification aussi éclatante : « *A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants, ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors, et qui n'en sont que l'expression juridique. Hier encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en de lourdes entraves.* » (Marx, Avant-

propos à la Critique de l'économie politique.)

Pour le marxisme, le système capitaliste (devenu le mode de production dominant sur la planète à partir du XVI^e siècle) est historiquement condamné à la décadence, tout comme le furent en leur temps le féodalisme et avant lui l'esclavagisme antique, mettant à l'ordre du jour l'avènement d'une nouvelle société fondée sur des rapports débarrassés des contradictions de l'ancienne.

Et, si aujourd'hui aucun parti politique, de droite ou de gauche, « étatisé » ou « libéral » ne parvient à mettre en place une gestion du système capable de résoudre les problèmes économiques les plus élémentaires de la société, tel le chômage, c'est parce que la gestion du capitalisme ne peut être aujourd'hui que l'administration d'un mode de production historiquement moribond.

Quelle est la contradiction fondamentale que le capitalisme ne parvient pas à surmonter et qui le condamne à demeurer, quelle que soit sa « gestion », uniquement un facteur de misère et de barbarie ?

La contradiction insurmontable du capitalisme

Le marxisme a mis en évidence tout un tissu de contradictions au sein des fondements-mêmes du capitalisme et qui condamnent celui-ci, au fur et à mesure de son développement, à la décadence et à la mise à l'ordre du jour de l'histoire de son dépassement. Ces contradictions sont multiformes et touchent aussi bien le domaine strictement économique que, par exemple, celui de son organisation politique en nations (qui entre en contradiction avec la nature de plus en plus internationale de la production capitaliste). Sur le terrain économique, le marxisme a mis à jour de nombreuses incompatibilités, dont celle dite de la baisse tendancielle du taux de profit. Cependant, lorsqu'il s'agit de définir la contradiction qui agit en dernière instance et qui, en partie, les résume toutes, Marx écrit :

« *La raison ultime de toutes les crises réelles, c'est toujours la pauvreté et la consommation restreinte des masses, face à la tendance de l'économie capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour*

limite que le pouvoir de consommation absolu de la société. » (Le Capital, livre III, section 5).

Qu'est-ce que cela veut dire exactement ? Lorsque Marx parle de la tendance du capitalisme à développer les forces productives « *comme si elles n'avaient pour limite que le pouvoir de consommation absolu de la société* », il décrit une des principales caractéristiques du capitalisme par rapport aux autres sociétés d'exploitation du passé : contrairement au seigneur féodal ou au maître d'esclaves de l'antiquité, le capitaliste vit dans une impitoyable et permanente concurrence commerciale avec les autres membres de sa classe. Sa survie comme capitaliste dépend de sa capacité à rester présent sur le marché et pour cela il est contraint de développer constamment sa compétitivité en abaissant le coût de production de ses marchandises. Il doit en permanence accroître la productivité du travail qu'il exploite, essentiellement au moyen de l'incorporation au processus de production de nouvelles machines, de nouvelles techniques qui accroissent d'autant sa puissance productive. Chaque capitaliste est impitoyablement soumis à cette loi et, globalement, l'économie capitaliste apparaît comme voulant développer ces forces sans autre limite que l'existence de besoins dans la société, ce qui est quasiment infini. Cependant, le capitalisme ne produit pas pour satisfaire en soi les besoins de consommation de la société. Il ne distribue pas gratuitement ce qu'il produit. Il le vend et ne produit que pour vendre. Aussi, la véritable limite à son développement n'est pas « *le pouvoir de consommation absolue de la société* » mais le pouvoir d'achat réel de celle-ci.

Or, le pouvoir d'achat, le pouvoir de consommation réel de l'immense majorité de la société capitaliste n'est autre que celui des travailleurs qui est lui-même déterminé et limité par les lois de l'exploitation capitaliste : « *Le pouvoir de consommation des travailleurs est limité en partie par les lois du salaire, en partie par le fait qu'ils ne sont employés qu'aussi longtemps que leur emploi est profitable pour la classe capitaliste.* », écrit Marx dans le même passage du Capital.

En quoi consistent ces lois du salaire ? Ici encore, c'est en comprenant les spécificités du capitalisme par rapport aux modes d'exploitation du passé que l'on appréhende le mieux ce qu'est

la forme de rétribution du travail propre au capital. L'esclave de l'antiquité est entretenu par son maître, comme l'est une bête de somme : la quantité de biens qu'il reçoit pour s'entretenir et se reproduire est indépendante de la quantité et de la forme du travail qu'il fournit. Elle est déterminée par le bon vouloir du maître et les habitudes de son temps. Le serf féodal est lui aussi lié à son exploiteur par des liens « personnels », mais ce qu'il reçoit pour entretenir sa force de travail et la reproduire dépend directement du travail qu'il fournit et du résultat de ce travail : sa rétribution est constituée d'une part fixe de la récolte ou de la production des bêtes qu'il élève. Le prolétaire, lui, n'a aucun lien « personnel » avec le capitaliste. Il n'est pas sa propriété et n'a affaire à lui qu'en tant que vendeur d'une marchandise particulière : la force de travail. Sa rétribution est indépendante de l'usage qu'en fait le capitaliste ; elle n'est autre que le prix de cette marchandise sur le marché, le salaire. (à condition, évidemment, que le prolétaire ait trouvé acheteur pour sa force de travail, que son « *emploi soit profitable pour la classe capitaliste.* »)

Le profit du capitaliste, la plus-value, trouve sa source dans la différence entre la valeur de la production réalisée par la force de travail et la valeur de cette force de travail. Aussi, pour accroître son profit, tout comme pour maintenir ou accroître sa compétitivité sur le marché, le capital cherche en permanence à réduire le prix de cette dernière.

Le capital se trouve ainsi face à cette contradiction, inconnue des sociétés d'exploitation du passé, qu'il ne peut produire que pour vendre mais qu'en même temps il est contraint de limiter en permanence la croissance de ce qui devrait être le principal marché pour écouler sa production : la consommation des masses travailleuses. Qui plus est, lorsque cette contradiction s'aiguise, chaque capitaliste ne peut réagir qu'en l'exacerbant encore davantage, puisque pour tenter de sauvegarder sa place sur le marché il doit augmenter encore la productivité du travail, licencier la force de travail devenue excédentaire, réduire les salaires réels de ceux qui restent au travail.

Cette contradiction, le capitalisme la connaît depuis ses premiers temps. C'est elle qui l'a contraint à envahir la planète entière à la conquête de nouveaux

marchés en dehors de la sphère strictement capitaliste (colonialisme). Ce faisant, le capitalisme ne pouvait que scier la branche sur laquelle il était assis, détruire le poumon qui lui permettait de respirer. Soit il incorporait ces secteurs coloniaux dans sa propre sphère, soit il minait leur économie naturelle la rendant incapable d'acheter les marchandises qu'il produisait. C'est là que se situe la cause fondamentale des deux guerres mondiales : il s'agissait de détruire les concurrents sur un marché devenu trop étroit. C'est donc ce qui explique que les périodes de reconstruction qui ont suivi ces deux guerres aient constitué les seules périodes de relative « prospérité » depuis 1914. C'est pour cela que depuis la fin de la reconstruction qui suivit la deuxième guerre, à la fin des années 60, le capitalisme n'a survécu qu'en « trichant » avec ses propres lois grâce aux plus gigantesques manipulations étatiques et surtout par le recours massif à la fuite en avant dans l'endettement, c'est-à-dire en repoussant à plus tard l'explosion de ses contradictions.

Dans ces conditions, pour chaque capitaliste, pour chaque Etat, la gestion de l'économie constitue un exercice où l'absurde le dispute à la sauvagerie et à la barbarie. D'une part, l'exacerbation toujours plus impitoyable de la concurrence commerciale contraint à augmenter toujours plus la compétitivité de la production, ce qui veut dire encore plus de puissance productive dans les entreprises qui survivent, en même temps qu'augmentation des licenciements, généralisation des emplois précaires et mal payés. D'autre part, l'endettement des Etats (et de l'économie en général) a atteint de tels niveaux que les gouvernements sont contraints de procéder à des réductions drastiques des dépenses dites « sociales » (santé, éducation, allocations de chômage, etc.) tout en augmentant les impôts, payés toujours en dernière instance par la classe exploitée. Enfin, au niveau international, l'exacerbation des antagonismes entre nations capitalistes se concrétise par l'aiguïsement des antagonismes militaires de tous ordres.

Il est nécessaire ici de faire un point sur les discours qu'on entend aujourd'hui de la part des syndicats et des partis de gauche (particulièrement des partis dits « communistes ») suivant lesquels il faudrait relancer l'économie

(SUITE PAGE 5)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« *indépendance nationale* », de « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « *démocratie* », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « *ouvriers* », « *socialistes* », « *communistes* » (les ex-« *communistes* » aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « *front populaire* », « *front anti-fasciste* » ou « *front unique* », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « *officielles* » ou « *de base* », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « *autogestion* », ni « *nationalisation* » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni

d'« *organiser la classe ouvrière* », ni de « *prendre le pouvoir* » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.